

## StJames, Louise (PHAC/ASPC)

---

**From:** Brickles, Spencer (PHAC/ASPC)  
**Sent:** 2020-03-25 5:58 PM  
**To:** Cluney, Craig (PHAC/ASPC); StJames, Louise (PHAC/ASPC); Lavoie, Marlene (PHAC/ASPC); Gargum, Taha (PHAC/ASPC); Frost, Evan (PHAC/ASPC); Osei, Peggy (PHAC/ASPC); Novak, Krystal (PHAC/ASPC); Beaudoin, John (PHAC/ASPC)  
**Objet:** Résumé de l'appel de briefing quotidien des Parlementaires : 25 mars 2020

Bonjour à tous,

Le briefing quotidien des parlementaires sur la situation de la COVID-19 a été conduit par Rhonda Kropp, accompagnée d'autres officiels des Finances, d'AMC, de la SP, de l'ARC, d'AgCan, de l'ASFC, de SIC, de SC, d'ISDE, d'IRCC, de SPAC et d'EDSC. Mme Kropp a commencé par dresser un bref bilan du point de vue de la santé publique. À l'heure actuelle, on dénombre 420 000 cas dans 190 pays. Au Canada, on compte 3197 cas et 27 décès. 125 000 personnes ont été testées. Au Québec, 1 013 cas ont été signalés, une augmentation significative due à des changements de méthodologie. Environ 10 000 tests par jour sont effectués au Canada.

Nombre final de participants à l'appel : 181  
Nombre de questions sans réponse : 6

Les questions posées par les parlementaires comprenaient ;

- La sénatrice Mary Jane McCallum (ISG) : Il y a encore des travailleurs qui se rendent dans les camps de travail du Nord, où la transmission et l'infection sont un risque très réel. Ces camps de travail sont souvent proches de communautés autochtones vulnérables. Comment les ministères s'emploieront-ils à réduire ou à fermer ces camps de travail qui représentent un risque de transmission bien réel.
  - o Mme Kropp : Nous travaillons avec les P/T pour créer des lignes directrices basées sur des faits qui permettront de réduire la propagation du virus. Les représentants FPT se réunissent chaque semaine pour discuter de tous les faits et de la prise de décision; ils travaillent à appliquer les lignes directrices générales de contrôle de l'infection à tous les milieux, y compris dans ces camps de travail, dans la mesure du possible.
- La députée Rachel Harder (PCC; Lethbridge) : À l'heure actuelle, les employés des services funéraires ne sont pas considérés comme des travailleurs essentiels. Pourquoi? La mort ne fait-elle pas partie du cycle naturel de la vie?
  - o SP : Le gouvernement du Canada applique une stratégie de protection des infrastructures essentielles. Ce n'est pas lui qui détermine tous les services essentiels, les autorités provinciales ont la possibilité de décider de ce qui est essentiel dans leurs juridictions respectives.
- Le député Dave Epp (PCC; Chatham – Kent – Leamington) : Est-ce que Santé Canada a mis en place des protocoles pour isoler les travailleurs saisonniers arrivant au pays ou un encadrement pour ces travailleurs?
  - o Mme Kropp : Des directives s'en viennent, mais il s'agit d'un sujet important pour le gouvernement.
- La députée Cathy McLeod (PCC; Kamloops – Thompson – Cariboo) : Y a-t-il une mise à jour sur la façon dont les gens peuvent plus facilement créer un Mon dossier à l'ARC?
  - o ARC : Les gens peuvent demander de nouvelles prestations via le portail Mon dossier, ou un RIB automatisé. Vous pouvez également accéder à votre compte de l'ARC sur Mon dossier Service Canada. À l'inscription, on vous pose un certain nombre de questions d'identification préalable. Le processus est relativement simple, et les Canadiens devraient y être habitués. Vous pouvez appeler un agent de l'ARC pour obtenir un code de sécurité, mais vous n'avez pas besoin d'attendre le code pour demander la nouvelle prestation.

- Le député Laurel Collins (NPD; Victoria) : Les personnes qui sont actuellement à la recherche d'un emploi, mais qui n'en avaient pas l'année dernière, auront-elles droit aux nouvelles prestations annoncées?
  - o EDSC : Pour en bénéficier, il faut être touché d'une manière ou d'une autre par la COVID-19 et avoir gagné 5 000 \$ l'année dernière. Nous avons essayé de placer la barre assez bas, mais ces personnes-là ne seraient pas admissibles.
- Le député David Sweet (PCC; Flamborough - Glanbrook) : Les juridictions qui ont réussi à aplatir la courbe sont celles qui ont été capables de tester à plusieurs reprises. Quelles sont les mises à jour actuellement prises pour améliorer nos capacités de test?
  - o Mme Kropp : Nous voulons réduire le nombre d'infections, notamment en isolant les personnes malades de celles qui sont sensibles et vulnérables, et en trouvant un vaccin. Les tests occupent une place importante dans les discussions entre PF/T. Nous devons comprendre activement la situation nationale en matière de tests et envisager d'en produire davantage. Le LNM s'est efforcé de produire plus de réactifs, qui sont actuellement en quantités limitées. Nous devons établir des priorités et nous assurer que les tests sont utilisés judicieusement en faisant un triage et en les réservant à ceux qui en ont vraiment besoin. Nous devons établir un ensemble de principes cohérents pour les tests, et nous assurer que nous disposons de stocks suffisants et les utilisons de manière appropriée.
- Le député Paul Manly (NPD; Nanaimo – Ladysmith) : Les gens qui sont mis à pied perdent en même temps leurs prestations médicales, c'est un sérieux problème. Par ailleurs, quand allons-nous obtenir des mesures pour aider les populations sans abri qui ont perdu leur espace, et pour les organismes d'aide bénévoles qui ont perdu du personnel.
  - o Mme Kropp : Les sans-abris occupent une place importante dans les discussions entre F-P-T, et c'est un groupe qui a besoin d'attention, c'est certain. La question est vraiment liée aux mandats provinciaux et territoriaux.
  - o EDSC : Nous consacrons 150 millions aux populations itinérantes par le biais du programme « Vers un chez-soi », nous travaillons à sa mise en œuvre aussi rapidement que possible et nous faisons de notre mieux pour accélérer le versement des fonds aux refuges et aux organismes bénévoles.
- La députée Carol Hughes (NDP; Algoma – Manitoulin – Kapuskasing) : Pourrions-nous organiser une séance d'information pour notre personnel sur les changements apportés à l'assurance-emploi ? De plus, comment l'auto-isolément obligatoire va-t-il être mis en place, car c'est un gros problème. Comment l'application de la loi va-t-elle fonctionner, et y aura-t-il une ligne téléphonique pour signaler ceux qui ne la suivent pas?
  - o Mme Kropp : La législation est entrée en vigueur aujourd'hui. Elle oblige les voyageurs à se mettre en quarantaine, et ceux qui présentent des symptômes à s'isoler, soit chez eux, soit dans un établissement fédéral. L'application de la loi est une préoccupation, mais la législation rend cela possible. D'une manière générale, il est recommandé à la population de s'isoler, et les provinces appliqueront d'autres mesures. Cette nouvelle législation est destinée aux passagers qui reviennent chez eux.
- La députée Elizabeth May (PVC: Saanich – Gulf Islands) : Les étudiants étrangers pourront-ils avoir accès à des fonds de secours pour payer leur loyer et leurs dépenses?
  - o EDSC : Sur ce point, nous n'avons pas grand-chose à dire. Nous n'avons pas connaissance de mesures spécifiques pour les étudiants étrangers à l'heure actuelle, mais la mesure générale actuelle s'applique à ceux qui ont eu des revenus antérieurs de 5 000 dollars seulement. Nous cherchons à aider ceux qui tombent dans les mailles du filet.
- La sénatrice Mary Coyle (ISG) : À quand une stratégie nationale pour les tests? Où en sommes-nous de la disponibilité des trousse de test, et combien en avons-nous?
  - o Mme Kropp : La stratégie sera mise en place par entente entre les FPT, mais elle est déjà en cours de discussion. Nous avons déjà commencé à effectuer des tests de triage avec les personnes vulnérables et les personnes hautement prioritaires. Nous nous efforçons de prévoir ce que nous réserve l'avenir. Un bilan est en cours pour nous préparer au pire des scénarios. Une façon d'assurer que nous disposerons de tout le matériel nécessaire est de renforcer l'industrie canadienne et de savoir comment utiliser au mieux la chaîne d'approvisionnement.

- ISED : L'une des priorités de la collaboration avec le secteur privé est d'appuyer et de renforcer les capacités de production de fournitures médicales, ainsi que de vaccins et les diverses thérapies. La recherche de partenariats avec le secteur automobile, par exemple de préparation de l'industrie à la production de produits tels que les EPI.
- Le député Gord Johns (Courtenay-Alberni) : Y aura-t-il des directives fédérales permettant aux gens de connaître leurs droits, quand ils doivent ou ne doivent pas travailler ou quoi faire s'ils ne se sentent pas en sécurité? Par ailleurs, si les hôpitaux locaux n'ont pas accès au nombre de tests nécessaires, cela affecte leur capacité à réagir au virus.
  - Mme Kropp : Nous allons relayer votre deuxième message lors de la prochaine réunion P/T. Nous avons entendu la demande de directives claires pour les travailleurs dans leurs environnements respectifs. Les directives actuelles de prévention des infections s'appliquent, mais nous envisageons d'élaborer de nouvelles directives pour les donner toute l'information pour qu'ils puissent prendre les mesures de santé publique nécessaires pour se protéger, mais pas nécessairement sur leurs droits, qui sont de compétence provinciale.
- Le député Greg Mclean (PCC; Calgary Centre) : Des messages contradictoires ont été diffusés sur les vols à destination de Cusco, où se trouvent des centaines de Canadiens. Peut-on s'adresser aux Affaires étrangères pour avoir des informations à jour sur ces questions?
  - AMC : Nous avons eu 2 vols au départ de Lima, et d'autres vols sont prévus pour vendredi. Il y aura également des liaisons vers Lima pour ramener les gens à la maison. La situation s'est compliquée du fait que le pays est maintenant sous la loi martiale, mais nous avons davantage de vols en route et les communications sont établies avec les gens qui se trouvent là-bas.

***Veillez noter que ce rapport est une ébauche de travail et qu'il n'est destiné qu'à l'usage interne de l'ASPC. Si vous avez des questions ou des commentaires, veuillez m'en faire part.***

Sincères salutations,

Spencer Brickles  
 Parliamentary Affairs, Office of Strategic Policy and Planning  
 Public Health Agency of Canada / Government of Canada  
[spencer.brickles@canada.ca](mailto:spencer.brickles@canada.ca) / Tel: 343-543-3102

Affaires parlementaire, Bureau des politiques et de la planification stratégiques  
 Agence de la santé publique du Canada / Gouvernement du Canada  
 ○ [spencer.brickles@canada.ca](mailto:spencer.brickles@canada.ca) /Tél: 343-543-3102.